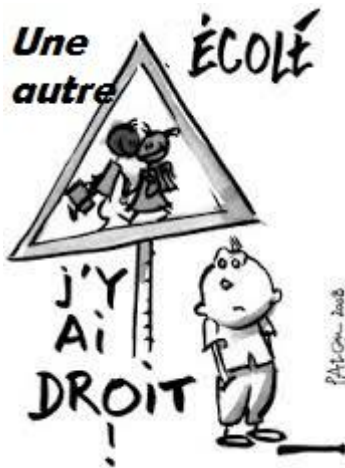


Appel : lettres ouvertes à Philippe Meirieu



L'appel n'a, pour l'instant, pas retenu beaucoup l'attention des personnalités connues pour leur engagement pour une transformation de l'école (sauf André GIORDAN), pas plus d'ailleurs que celle des associations de parents d'élèves officielles.

Quelles réticences les retiennent ?

Elles ne nous en ont pas fait part directement (en dehors de Hubert MONTAGNER qui aurait voulu que l'appel soit beaucoup plus explicitement et longuement étayé par les apports des scientifiques, mais nous pensons qu'il suffisait de le signaler, l'appel devant garder une forme simple).

Nous avons bien sûr sollicité Philippe MEIRIEU dont l'audience médiatique et la position politique pouvaient avoir de l'influence. Il ne nous a pas communiqué directement son appréciation, mais l'a exprimée dans ses cercles.

Ce qui est intéressant, c'est que les réticences qu'il exprime, nous les entendons aussi, de ci, de là. Les craintes, les risques à ne pas prendre, les mésinterprétations et les procès d'intention... qui font que rien ne bouge jamais.

Nous lui répondons directement par ces deux lettres ouvertes, qui pourraient aussi s'adresser à bien d'autres.

Lettre ouverte de Bernard Collot

Nous vous avons sollicité pour éventuellement soutenir l'appel que quelques parents et enseignants ont lancé pour que **l'école publique** offre à **tout parent** et **tout enseignant** la possibilité de choisir soit d'enseigner, soit d'inscrire son enfant, dans un établissement public (ou partie d'établissement public) ayant une approche différente des apprentissages. Nous avons qualifié cette approche d'alternative parce qu'elle ne correspond pas aux mêmes logiques (ou n'est pas dans le même paradigme) que l'approche classique (découpage des âges, des matières, du temps, programmes, évaluations,...).

Ce choix est possible dans quelques écoles différentes **privées** se référant aux « grands pédagogues », mais seulement pour quelques parents privilégiés (ayant les moyens et pouvant s'informer) ou chanceux (proche d'un de ces établissements). Cela ne trouble ni l'Institution (ce serait mal venu puisqu'elle subventionne l'école privée confessionnelle), ni les politiques (qu'ils soient socialistes ou écologistes), ni les personnalités médiatiques (de quelque bord elles soient). Liberté !

Il se trouve qu'un nombre croissant de parents « pensent » et voudraient que leurs enfants **vivent** une autre école. Ils ont d'autres aspirations pour leurs enfants que celles qu'on leur attribue sans le leur avoir demandé, une philosophie humaniste de la vie et une conception de la citoyenneté bien plus répandue que les politiques ne l'imaginent et quel que soit leur milieu socioculturel. Cela ne date pas d'aujourd'hui, mais cela ne s'exprimait pas, n'osait pas s'exprimer, ne paraissait pas possible comme il paraît inéluctable de quémander du travail, de subir les pressions des employeurs et la menace du chômage,... bref, de chercher à survivre et non pas à vivre... ce à quoi prépare ouvertement l'école actuelle, même repeinte.

Ce qui est nouveau, c'est qu'au moins pour leurs enfants, ces parents de plus en plus nombreux veulent autre chose et le disent parce qu'ils savent que cet autre chose existe, peut

exister. Ils constatent quotidiennement la souffrance de leurs enfants dans cette école comme ils en constatent aussi les dégâts psychologiques, cognitifs et même en termes de socialisation (qui n'est que celle de la soumission)... **et ils sont dans l'impuissance**.

Ce qu'ils critiquent, ce ne sont pas les enseignants mais le système éducatif, chaîne industrielle devant produire des diplômés (devenus inutiles) où les enfants sont transformés en objets élèves (vous avez dit vous-même qu'il fallait qu'ils « *apprennent le métier (!) d'élèves* »), où ils ne sont plus que des « évalués », des chiffres dans des cases de « résultats » pour que le quelque chose appelé France remonte d'un cran dans des tableaux internationaux.

Mais ce que vous les politiques (puisque vous en êtes aussi un) vous nous offrez (en paroles) et nous imposez, ne va pas dans le sens d'un vrai changement et surtout n'est plus crédible. Je comprends qu'une partie de vos électeurs tient encore et croit à cette école traditionnelle, mais vous ne pourrez jamais satisfaire **dans l'immédiat** les uns et les autres en attendant qu'un consensus s'établisse, en particulier sur la finalité de l'école (ce que les politiques se gardent bien de mettre en débat, se réservant ce pouvoir pour le « bien » du peuple).

Il se trouve qu'un nombre également croissant d'enseignants aspire lui aussi à vivre et faire vivre autrement l'école aux enfants. Et ils souffrent eux aussi. Insérés dans un système éducatif qui n'est pas fait pour une finalité humaniste, devant composer avec des collègues dont la conception de la construction des apprentissages est à l'opposé de la leur, c'est un combat quotidien qu'ils doivent mener, isolés dans des établissements dont ils troublent la cohérence, face à des parents déstabilisés et qui n'ont pas eu, eux, le choix, face à une administration autoritaire et sans aucune compétence légitime. Parler de pédagogies dans ces conditions, appliquer même une de ces pédagogies différentes qu'officiellement personne n'ose même plus contester, relève d'un dévouement sans bornes, d'une incroyable dépense d'énergie, c'est se condamner à l'avance aux pires ennuis, entreprendre une mission impossible. Ils tentent de l'entreprendre cependant pour les enfants, jusqu'à ce que les désillusions, l'épuisement,... les fassent abandonner ou quitter le public.

Je n'ai pas besoin de parler du nombre croissant d'enfants et d'adolescents en souffrance, en échec comme il est politiquement correct de dire pour ne pas rattacher le terme au système éducatif qui produit cet échec, pour qui manifestement l'école dans laquelle ils sont captifs ne convient pas.

Tout cela, vous pourrez le lire dans les innombrables commentaires des signataires de l'appel. Celui-ci n'est qu'une demande pragmatique, simple et non idéologique pour mettre fin **dans l'immédiat** à une situation dont ne peuvent échapper que les enfants de quelques privilégiés et qui produit les dégâts que, par ailleurs, tout le monde dénonce, y compris vous-même. Il est démocratique puisqu'il redonne enfin à tous les parents comme à tous les enseignants la **liberté et la responsabilité (qui va avec) d'un choix à assumer**. Elle mettrait fin aussi à une polémique qui dure et empoisonne l'école depuis plus d'un siècle et qui n'apporte qu'à ceux qui vivent de ces joutes sur les écrans du spectacle.

Est-ce que la démocratie fait peur aux politiques ? Est-ce que celle-ci doit être totalitaire, imposer à tous la même conception ? Il me semble bien avoir entendu beaucoup prôner une démocratie participative, en particulier par les écologistes ; celle-ci s'arrêterait-elle aux portes de l'école de l'État, niveleur et ordonnateur du bien de chacun ? N'aurait-on pas grande confiance dans la capacité du peuple à assumer des responsabilités, y compris celles qui ne conviennent pas à ceux qui s'instaurent en ses guides ?

Nous vous avons sollicité pour éventuellement vous engager à nos côtés, au vu de ce que vous affichez très médiatiquement depuis des années. Nous supposons aussi que vous saviez tout cela. Vous ne nous avez pas fait part de votre sentiment, mais indirectement vous l'avez

fait dans vos cercles (vous savez bien qu'aujourd'hui tout finit par se savoir !). Les réticences que vous exprimez sont partagées par un certain nombre de militants des mouvements pédagogiques. Voilà ce que vous auriez dit :

Je trouve qu'il faut que toute l'école s'inspire des enseignements d'un certain nombre de "grands pédagogues" (en se réservant un "droit d'inventaire" et en ne mettant pas toutes leurs doctrines sur le même plan au regard de nos objectifs d'une "école émancipatrice pour toutes et tous").

Sans rêver à un "grand soir pédagogique", je ne souhaite pas que l'on se résigne à un enseignement "dual" et qu'on se contente de créer des "enclaves" pédagogiques.

Par ailleurs, je trouve que le texte n'est pas clair sur les dangers d'une "libéralisation", voire d'une privatisation larvée, de l'école.

Je vous accorde que vous avez contribué à la connaissance et à la reconnaissance des « grands pédagogues ». Ce qui en est retenu dans ce qui leur est commun, c'est **l'épanouissement de l'enfant** et sa conséquence dans **une autre façon « de faire apprendre » ou de « laisser apprendre »**. C'est ce qui fait que peu importe le label des écoles différentes quand elles existent (Freinet, Montessori, Decroly, Steiner-Waldorf...), c'est ce qu'y font, peuvent y faire **et peuvent y vivre** leurs enfants qui importe aux parents, pas les doctrines sur lesquelles elles s'étaient. Intégrées dans l'école publique ou émanant de l'école publique (ce que l'appel demande), celle-ci devrait être assez forte pour empêcher des dérives doctrinaires **si elle a une finalité claire et humaniste affirmée**.

Quant à *l'école émancipatrice pour tous*, là aussi il y aurait à s'interroger sur le sens qui peut lui être donné ou qui lui est donné, quelque peu différent suivant les doctrines ou les organisations politiques qui prônent l'émancipation (du libertaire au libertarien en passant par le social-démocrate ou le social-libéral). *Au regard de nos objectifs*, qui est le nous ? A-t-on demandé un jour au « peuple » de débattre de la finalité qu'il assignerait à **son** école ? Doit-il s'en remettre inconditionnellement à ce que des élites ou des politiques pensent pour lui ? N'est-ce pas parce qu'une partie de ce peuple se met à penser dans cet appel qu'il inquiète les « élites » même quand on pourrait croire qu'il rejoint la pensée de certaines d'entre elles ?

Vous voulez que *toute l'école s'inspire des grands pédagogues...*, dans un système éducatif monolithique identique pour tous, et devant devenir, un jour lointain, idéal ! Je vous fais remarquer que ledit système et sa chaîne industrielle, vous n'y touchez pas beaucoup. D'autres **programmes**, d'autres **évaluations**, un autre **bac**,... et, **dans la même machine**, d'autres rythmes (de la machine scolaire !) et... d'autres **pédagogies** ! Cette quadrature du cercle et ce discours, il y a très longtemps qu'on l'entend. Et même qu'on l'essaie, vous vous y êtes vous-même essayé quand vous avez eu ce pouvoir et de l'influence. Mettre de l'essence dans un moteur diesel ou l'inverse ! C'est bien la conception globale de notre système éducatif, son architecture et ses finalités incertaines et ambiguës qui sont incompatibles avec *l'influence des grands pédagogues*. Il y a de moins en moins de différences entre votre discours et celui de Finkielkraut, mais lui l'inscrit dans un système qui reste adéquat pour l'appliquer, il peut donc à l'inverse fustiger les mêmes *grands pédagogues* et être tout aussi crédible que vous.

Vous n'êtes pas le seul à vouloir, à promettre et à attendre un changement global de l'école. Cela fait des dizaines d'années que toute une population enfantine et adolescente l'attend ! Vous, vous pouvez attendre. Enfants, adolescents, parents, enseignants sont **dans l'immédiat** ! En attendant mieux, c'est un immédiat que l'appel propose.

Ne pas *se résigner à un enseignement dual...* donc laisser, pour longtemps encore, des enseignants, des enfants, des parents dans des établissements qui n'ont pas de cohérence ou

qui sont dans des compromis insatisfaisants pour tous. Qu'est-ce qui fait que les écoles Montessori ont un succès grandissant, freiné seulement par leur coût pour les familles ? Leurs enseignants ont choisi cette pédagogie en connaissance de cause, leurs pratiques peuvent s'inscrire totalement dans une logique, la même pour toute l'équipe, les parents ont eux-mêmes choisi en connaissance de cause et peuvent être de vrais partenaires, les enfants ne sont pas pris dans les feux des divergences entre enseignants, entre enseignants et parents. Je pourrais dire la même chose des rares classes uniques qui ont elles aussi développé une autre école, celles-ci étant le seul cas dans l'école publique où les parents avaient **le choix**, bénéficiant des ramassages scolaires du collège pour aller à l'école du chef-lieu de canton. Les unes et les autres constituent ou constituaient des espaces de vie cohérents.

Comment voulez-vous qu'enseignants et parents aient une autre idée et une autre appréciation sur les pédagogies différentes et leur valeur si, nulle part dans l'école publique on ne peut les voire fonctionner de façon cohérente ? Vous ne voulez pas d'un enseignement dual, mais vous soutenez les rares créations d'établissements labellisés « d'innovants », établissements où d'ailleurs on ne demande pas toujours l'accord des parents. Ne sont-elles pas déjà *des enclaves pédagogiques* tout comme celles, privées elles, des écoles alternatives ?

La dualité, elle existe. Il n'y aura plus d'enclaves quand les deux approches seront côte à côte et partout dans l'école publique. C'est ce que l'appel demande. Il n'y aura même pas de concurrence puisqu'il y aura eu choix délibéré, et des enseignants, et des parents, non pas pour des « résultats » mais pour une autre conception de l'éducation et de la **vie** des enfants dans l'école. Ce faisant, et a contrario, enseignants et parents des deux approches pourront discuter (et non plus s'empoigner) à partir du concret de chacun, sur les effets, les implications et les conséquences de leurs choix. Il nous paraît simplement raisonnable, puisqu'aucun consensus n'arrive à s'instaurer depuis des années quant à la direction que doit prendre le système éducatif, de permettre sur le terrain et aux premiers concernés, le choix des deux grandes options : l'expérience (le vécu) et le temps permettront seuls de se baser alors sur des constats qui ne seront pas ceux des chiffres d'un tableau PISA. Pour une fois, ce seront les oubliés, les enfants et les adolescents, qu'il faudra regarder.

La France, de par son social-historique, n'a pas pu engager comme la Finlande un long processus de transformation globale de son système éducatif parce qu'il n'a jamais été possible d'avoir une perspective commune vers laquelle aller. Mais tout le monde convient qu'il est inefficace. La proposition de l'appel est aussi un moyen pour déclencher un processus qui n'a jamais eu lieu. En voyez-vous, en proposez-vous d'autres applicables dès demain ?

Quant au danger *d'une "libéralisation", voire d'une privatisation larvée, de l'école*, les écoles privées confessionnelles, subventionnées par l'Etat, les églises et les parents, parfois par les entreprises, ce n'est pas larvé à ce que je sache ! L'appel demande justement à ce que les choix puissent se faire **dans l'école publique laïque et gratuite**, c'est même son titre ! C'est l'école monolithique, telle elle est, qui incite et incitera de plus en plus de monde à la quitter, quitte à se saigner à blanc (lisez les commentaires), et à faire les beaux jours des entreprises profitant d'un créneau offert. Le « marché », c'est cette école qui le crée, et pour les tenants d'une école traditionnelle, et pour les tenants de l'épanouissement de l'enfant.

Par contre, n'est-ce pas plutôt le danger d'une perte de la mainmise de l'État sur les enfants et les citoyens qu'il veut former ou formater qui vous inquiéterait ? Ce ne serait pas plutôt la libération de l'école plutôt que sa libéralisation qui vous ennuie ? Il est des questions de fond que fait surgir cet appel et qui ne se traduisent que par des « craintes », des risques à ne pas prendre, ce qui évite tout simplement d'aborder le fond.

Ceci dit, vous êtes bien sûr libre de vos appréciations, mais il faut aussi les assumer et peut-être un peu mieux les argumenter.

Les simples citoyennes et citoyens que nous sommes, nous donnons et prenons le droit d'être pris en considération au même titre que tout « expert ». Nos enfants, nos élèves, nous-mêmes **ne pouvons plus supporter d'attendre**. C'est une colère qui gronde et qui s'étend.

Bien cordialement.

Lettre ouverte de Laurence Holvoet

Je suis l'une des signataires – mère de famille - de cet appel à rendre enfin possible le choix d'une autre approche éducative à l'école publique pour tous et sur tout le territoire, cet appel qui a l'air de vous sembler incongru, sinon malvenu.

Mes enfants ont respectivement 17, 15 et 11 ans. Lorsqu'ils étaient petits, j'étais certaine que les deux maîtres « avant-gardistes » (Freinet) que j'avais eu la chance de croiser sur mon chemin d'écolière dans les années soixante-dix avaient fait tache d'huile et que l'école des années 2000 ressemblait majoritairement à la leur ! Erreur fatale ! Naïveté ! Désillusion. Non seulement c'était faux, mais l'ensemble était même presque pire que ce que j'ai vécu en dehors de mes trois années de bonheur scolaire !

Alors, entendre en 2014 des gens « influents » continuer à dire que, *sans attendre le « grand soir », il faut que toute l'école s'inspire des enseignements d'un certain nombre de grands pédagogues* mais ne surtout *pas créer d'enclaves*, voilà qui me semble soit très naïf soit très peu courageux !

Cela me ferait même sourire si ce n'était pas aussi triste pour une grande majorité d'enfants et d'adolescents qui continuent à être condamnés à s'étioler dans ces écoles qui transforment leur immense appétit d'apprendre en une aspiration molle et sans élan qui vise à les faire s'insérer dans une vie dont on ne leur présente en réalité que la finalité économique.

Vous parlez des risques d'un enseignement « dual ». Mais la vie, la société et donc l'éducation sont duales Monsieur Meirieu, ou plutôt même plurielles. Il n'y aurait donc qu'à l'école que, sorti du chapeau, il faudrait que tout le monde soit logé à la même enseigne ??

La [pseudo] liberté pédagogique est aujourd'hui le privilège des enseignants. Ne vous semble-t-il pas scandaleux que les parents, les citoyens, n'aient, à l'école publique, jamais rien à dire sur le sujet ? On nous parle de la responsabilité des parents vis-à-vis de leurs enfants, mais à l'école où est-elle ? Où peut-elle s'exprimer, se prendre, dans cette école hermétiquement fermée à toute discussion d'égal à égal sur ces sujets fondamentaux : Comment apprend-on ? Que doit-on apprendre ?

Beaucoup de parents ont des idées assez précises sur la question **parce qu'ils y ont réfléchi**. Et beaucoup d'autres **sont prêts à en avoir** pour peu qu'on leur en parle, qu'on leur expose quelles sont les approches possibles et en quoi elles divergent exactement...

Mais à vous lire, il n'y aurait que VOS objectifs qui auraient voix au chapitre !?! Il ne s'agit pas de se « résigner » à du bricolage Monsieur Meirieu, il s'agit d'ouvrir concrètement l'école à la multiplicité des approches éducatives.

Vous viendrait-il à l'idée d'imposer le sein ou le biberon aux parents ? Les claques ou la négociation ? La compétition ou la coopération ? La soumission ou le respect réciproque au sein de la famille ? Non, parce que tout cela nous dépasse ! J'ai, vous avez des idées sur ces questions, mais je ne suis pas, vous n'êtes pas en mesure de les imposer à la multitude de nos

concitoyens parce que cela s'apparenterait à de la dictature... Or la dictature règne à l'école !... et vous semblez le cautionner !?!

C'est cela qui me semble aujourd'hui insupportable, tout comme il m'est insupportable de voir le nombre d'enseignants dégoûtés, découragés de ne pas pouvoir exercer vraiment différemment, qui finalement quittent le navire ou se résignent à rentrer dans le rang ! Car, je ne vous apprend rien Monsieur Meirieu, cette « liberté pédagogique » est, elle aussi, un leurre et nombreux sont ceux qui s'y cassent les dents !

Il y a urgence ! Et si certains refusent « d'avancer », ils ne doivent pas être l'alibi qui empêche ceux qui le souhaitent de le faire pour leurs enfants !!! L'argent public doit revenir à tout le monde et cesser de servir à fournir un service au rabais qui ne satisfait plus grand monde...

Alors notre initiative peut vous sembler inutile ou vaine, soit ! Mais j'ai du mal à croire que vous la jugiez « dangereuse » au regard de ce que qu'est aujourd'hui le paysage éducatif français... La libéralisation de l'école cela ressemble un gros mot sous votre clavier : la liberté vous fait peur Monsieur Meirieu ? Quant à la privatisation, c'est en continuant à ne rien faire pour introduire concrètement le changement dans l'école publique que vous l'encouragez ! A défaut de nous soutenir, vous vous honoreriez vraiment de ne pas nous accuser de ce qui est déjà une réalité...

Citoyennement,